

"La Confédération permet à l'économie de fonctionner le plus longtemps possible" : Interview

Autor(en): **Meier, Werner / Brunner, Angela**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Energieia : Newsletter de l'Office fédéral de l'énergie**

Band (Jahr): - **(2015)**

Heft 3

PDF erstellt am: **11.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-642641>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

«La Confédération permet à l'économie de fonctionner le plus longtemps possible»

Werner Meier, chef du domaine énergie de l'approvisionnement économique du pays, s'engage en faveur d'une Suisse bien préparée aux difficultés énergétiques persistantes.

Monsieur Meier, pourquoi travaillez-vous en tant que chef du domaine énergie à l'Office fédéral pour l'approvisionnement économique du pays (OFAE)?

La tâche consistant à collaborer avec l'Etat en vue de renforcer la résistance de l'infrastructure critique et de permettre à l'économie de sortir au mieux des situations de pénurie durables est très intéressante pour moi, qui suis un représentant de l'économie énergétique. Nous élaborons des mesures possibles afin de garantir un approvisionnement énergétique suffisant même quand les ressources viennent à manquer. Chez Alpiq, je suis chef de la sécurité du groupe: les deux activités vont bien ensemble.

Quels sont, selon vous, les principaux défis posés au domaine énergétique en cas de pénurie?

Le principal défi, ce sont les énergies de réseau. L'électricité, par exemple, est impossible à stocker. Dans ce domaine, tout est une question de millisecondes: l'offre doit toujours suivre la demande même en cas de diminution soudaine de la quantité d'énergie disponible. C'est la seule façon d'éviter une paralysie du réseau. Dans le cas du gaz, en revanche, le réseau dispose d'une certaine marge. Quant au diesel, à l'essence et au mazout, il existe des réserves obligatoires: l'économie est tenue de stocker en permanence une certaine quantité de ces biens, afin de pouvoir en disposer en cas de pénurie. L'OFAE mise ici sur le partenariat public-privé. L'art. 102 de la Constitution fédérale et la loi sur l'approvisionnement du pays constituent la base légale.

Qu'est-ce que cela signifie?

La Confédération doit permettre à l'économie de fonctionner le plus longtemps possible, même en présence de difficultés. Le Parlement traite en ce moment la révision de la loi sur l'approvisionnement du pays, afin d'étendre les possibilités de prévention dans ce domaine.

Actuellement, nous ne sommes en mesure d'agir que lorsque le problème est déjà là. Le volontariat fonctionne certes bien, mais nous souhaitons pouvoir intervenir plus rapidement à l'avenir. La vie est devenue davantage interconnectée. Presque plus rien ne fonctionne sans énergie. Nous suivons donc de près les marchés de l'énergie et les évolutions liées à l'électricité, au gaz, au pétrole, au bois et à l'eau, afin d'identifier à temps les éventuelles pénuries.

Supposons qu'une pénurie d'électricité prolongée se produit. Comment procédez-vous?

L'économie doit être habilitée à prendre des mesures spéciales. A cette fin, nous avons

Le marché serait donc neutralisé. Pour que ces mesures soient applicables, le Conseil fédéral doit édicter l'ordonnance. Celle-ci prévoit également des coupures de courant périodiques en cas de nécessité.

Comment est-ce que cela fonctionne?

OSTRAL met en œuvre les mesures avec les quelque 780 entreprises énergétiques. La Suisse est divisée en quatre régions et le but est qu'elle ne soit jamais plongée dans l'obscurité complète, mais que ces régions puissent se passer d'électricité à tour de rôle pendant un certain nombre d'heures. Ensuite, le département libère les réserves obligatoires, qui nous

«En cas de pénurie, le marché est pratiquement neutralisé.

Pour que cela soit possible, le Conseil fédéral doit édicter une ordonnance.»

préparé une ordonnance, qui s'appliquerait par exemple dans le cas où l'électricité disponible en Europe diminuait de 30 ou 50%. OSTRAL, l'organisation de mise en œuvre de l'association faîtière AES, agirait dans un tel cas. Du côté de l'offre, l'exploitation des bassins d'accumulation serait par exemple centralisée en situation de crise. Quant à la consommation, nous lancerions un appel à l'économie d'électricité et restreindrions éventuellement la consommation, par exemple en ce qui concerne les saunas ou l'éclairage des vitrines. Le contingentement est une autre mesure possible. Il s'agit de se mettre d'accord avec les gros consommateurs d'électricité sur la manière de limiter leur consommation à 70%. Les grandes boulangeries ne pourraient par exemple plus produire 25 sortes de pain comme elles le font habituellement. La dernière mesure envisageable serait une interdiction d'exporter, autrement dit on bloquerait les exportations des entreprises de la branche.

permettent d'assurer un approvisionnement intégral pendant trois mois, puis un approvisionnement restreint. Dans le domaine du gaz, nous sommes en train de mettre en place une organisation semblable à OSTRAL. Quant à l'énergie du bois, il incombe aux associations forestières de mettre le bois à disposition le plus rapidement possible pour la production d'énergie en cas de situation d'urgence.

Y a-t-il des exemples de gestion de crise réussie dans le domaine de l'énergie?

Oui, en 2010 par exemple, pendant une grève en France. Des réserves obligatoires avaient dû être libérées, car l'approvisionnement de l'aéroport de Genève par pipeline ne fonctionnait pas comme d'habitude. En 2005, l'utilisation des huiles minérales avait été restreinte suite à l'ouragan Katrina. Nous avons aussi des exemples récents à l'étranger: l'Afrique du Sud a été contrainte de limiter la production hydroélectrique en raison de la sécheresse. La



Portrait

Werner Meier dirige depuis 2013 le domaine énergie de l'approvisionnement économique du pays. Il est responsable de la sécurité du groupe et de la gestion de la continuité des affaires chez Alpiq depuis 2012. Il a étudié le génie électrique à l'EPF de Zurich.

Suisse bénéficie d'une situation relativement avantageuse de plaque tournante du réseau d'électricité au centre de l'Europe. Mais nous sommes bien avisés de nous préparer au pire.

Quelles seraient les conséquences d'une pénurie?

Les conséquences peuvent être colossales. Imaginez simplement les transports ou la télécommunication. De nombreuses organisations de gestion de crise doivent se mettre

«L'Office fédéral pour l'approvisionnement économique du pays mise sur le partenariat public-privé.»

en action. Lors d'un exercice de sécurité stratégique de la Confédération, nous avons récemment été confrontés au scénario d'une pénurie doublée d'une pandémie. L'objectif était de faire en sorte que les services compétents puissent collaborer et gérer les conséquences.

Qu'apporte ce type d'exercice conjoint en situation de crise?

Ces exercices fonctionnent bien. Pour nous, il s'agit de pratiquer le dialogue opérationnel. Qui parle avec qui à propos de quelles possibilités?

Comment gérer les ressources du canton et de la Confédération dans ces situations?

Comment l'approvisionnement économique du pays est-il organisé?

C'est une organisation de milice qui comprend environ 300 représentants de l'économie. Nous sommes épaulés par quelque 35 personnes de l'OFAE. Dans mon groupe d'experts, je collabore avec des offices fédéraux, des représentants des consommateurs et des associations,

afin que les mesures nécessaires en situation de crise soient soutenues par les acteurs concernés.

A quel point est-il possible de planifier ces mesures d'urgence?

Nous pouvons planifier beaucoup de choses, mais nous ne pouvons pas tout préparer. En cas de crise, nous devons également être capables d'improviser. Comme les pompiers, nous nous entraînons régulièrement afin de nous préparer à différents scénarios. La réalité se situera quelque part au milieu.

En cas de pénurie, certains consommateurs sont-ils prioritaires en ce qui concerne l'énergie?

C'est un point délicat. Les consommateurs déterminants pour la sécurité doivent prendre des mesures techniques préventives pour assurer leur fonctionnement. Les hôpitaux, par exemple, misent sur un groupe électrogène propre. Chez Alpiq, nous disposons de deux générateurs électriques diesel de secours, qui permettent à nos installations techniques de fonctionner en cas de panne de courant.

Que pensez-vous des nouveaux développements techniques comme les réseaux intelligents (smart grid)?

Nous suivons de près ce type de développement. Les réseaux intelligents permettent d'affiner l'exploitation, mais créent également de nouvelles vulnérabilités, comme la dépendance des systèmes de communication. Nous évaluons notre stratégie tous les quatre ans et, si nécessaire, adaptons les mesures aux changements du marché. Les réseaux intelligents ne sont pour le moment pas à l'ordre du jour sur le plan opérationnel. Mais cela pourrait bientôt changer.

Interview: Angela Brunner